

Stop au plan de démantèlement

Avec son plan de démantèlement, le Conseil fédéral prévoit des coupes annuelles massives de plusieurs milliards dans la protection de l'environnement, la formation, la culture, l'administration fédérale et la coopération internationale ainsi que dans les domaines de l'asile et de la promotion de la paix. Il s'agit d'une politique d'économies déséquilibrée et dangereuse pour la cohésion nationale et pour l'ensemble de la population. Nous, l'APC, le SSP, l'UNES, actionuni, Suisseculture, Actif-traffic, ASPC, transfair, le GSsA, CSAJ, Voices, humanrights.ch et SosF **appelons le parlement à assumer sa responsabilité envers la société et l'avenir, et à abandonner immédiatement ce plan.** Nous sommes solidaires avec les différents secteurs concernés, que cela passe par des changements de loi ou non, et exigeons un débat de fond sur les priorités politiques, la conception du frein à l'endettement et les recettes fiscales.

Les mesures proposées ne répondent pas à une nécessité financière, mais à un agenda politique que nous ne soutenons pas. Elles auront des conséquences graves et concrètes pour la population : augmentation des prix des transports publics, hausse des taxes universitaires, affaiblissement de la formation et de la recherche. Ces mesures entravent aussi la réalisation des objectifs climatiques, indispensables à la transition écologique et à notre sécurité énergétique. La solidarité internationale et les droits humains sont, eux aussi, menacés, bien que la solidarité avec les plus faibles soit inscrite dans la Constitution fédérale.

Ce plan de démantèlement nous coûtera cher, car il freine l'innovation, accentue les inégalités sociales et bloque la transition écologique. Les mesures prises au sein de l'administration fédérale auront également des répercussions négatives sur les services publics destinés à la population. Pour continuer à garantir ces services, il est nécessaire d'offrir de bonnes conditions de travail au personnel fédéral plutôt que de procéder à des coupes budgétaires. De plus, les coupes budgétaires dans le domaine culturel appauvrissent la diversité des offres culturelles appréciées par la population et renforcent la précarité du monde culturel. Par ailleurs, les mesures d'économie prévues sont contre-productives pour la prospérité de la Suisse et de sa population, compte tenu des taux d'intérêt actuellement au plus bas. Le Conseil fédéral doit, au contraire, agir de manière anticyclique et investir dans notre société.

Pour ces raisons, l'APC, le SSP, l'UNES, actionuni, Suisseculture, Actif-traffic, ASPC, transfair, le GSsA, CSAJ, Voices, humanrights.ch et SosF demandent :

1. L'abandon du plan de démantèlement,
2. Un véritable débat démocratique sur la politique budgétaire de la Suisse,
3. Un débat démocratique sur les recettes fiscales et une réorientation des priorités financières – pour un avenir juste et durable, qui vaille la peine d'être vécu.

